



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction de la Recherche et de la Statistique

**LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE
L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2009**



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Balance des Paiements

LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2009



Mars 2011



SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
AVANT-PROPOS.....	5
PRINCIPAUX MESSAGES.....	6
I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2009.....	7
1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE.....	8
II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE	11
2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
2.1.1 - Balance commerciale.....	13
2.1.2 - Balance des Services	15
2.1.3 - Revenus nets	16
2.1.4 – Balance des transferts courants	16
2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	19
2.2.1 - Compte de capital	19
2.2.2 - Compte d'opérations financières.....	19
III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA.....	23
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS	23
3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	25
3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES	25
CONCLUSION.....	28
LISTE DES ANNEXES.....	29

LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES

		<i>Page</i>
GRAPHIQUES		
Graphique 1a	Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés	9
Graphique 1b	Evolution des productions du secteur minier	10
Graphique 2	Soldes caractéristiques de la balance des paiements	11
Graphique 3	Evolution de la part des principaux produits exportés	14
Graphique 4	Evolution de la part des principaux produits importés	14
Graphique 5	Evolution des services nets	16
Graphique 6	Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA	17
Graphique 7	Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement	20
Graphique 8	Evolution du commerce intra-régional entre 2001 et 2009	23
Graphique 9	Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2008 et 2009	25
TABLEAUX		
Tableau 1	Répartition du montant des allocations des DTS accordées par le FMI	22
Tableau 2	Structure des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2009	24
ENCADRES		
Encadré 1	Faits marquants de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA en 2008	12
Encadré 2	Envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays l'UEMOA	18-19
Encadré 3	Incidences des allocations de DTS par le FMI	22
Encadré 4	Réconciliation des données sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs et les investissements directs étrangers intra-communautaires	27

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
DTS	Droit de Tirage Spécial
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
MBDP	Manuel de la Balance des Paiements
OCI	Organisation de la Conférence Islamique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

B	Bénin
BF	Burkina Faso
CI	Côte d'Ivoire
GB	Guinée-Bissau
M	Mali
N	Niger
S	Sénégal
T	Togo

AVANT-PROPOS

La balance des paiements régionale, établie à partir des balances des paiements des Etats membres, en neutralisant les échanges commerciaux et financiers intra-communautaires, est un outil d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. Elle permet de mieux appréhender les performances globales de l'Union en matière de paiements extérieurs.

Outre les informations recueillies par les pays pour la confection de leurs comptes extérieurs respectifs, l'élaboration de la balance des paiements régionale s'est appuyée sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Les travaux de la Cellule ont permis de consolider les acquis des précédentes réunions et d'élargir les travaux de réconciliation à d'autres rubriques de la balance des paiements, en plus du commerce des biens. Les corrections des asymétries apportées sur les statistiques du commerce extérieur des Etats membres, les voyages, les transferts de fonds des travailleurs migrants, les investissements directs étrangers, ainsi que l'évaluation des échanges transfrontaliers non contrôlés effectuée au cours de la réunion de cette Cellule, tenue en octobre 2010, ont permis d'élaborer la matrice des échanges intra-communautaires au titre de l'année 2009.

PRINCIPAUX MESSAGES

- *L'évolution des transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2009 a été plus favorable qu'au cours de l'année précédente, en liaison avec le repli des cours internationaux des produits pétroliers et alimentaires, conforté par l'amélioration de la mobilisation des ressources extérieures publiques.*
- *Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA se sont soldées en 2009 par un excédent global de 586,9 milliards, en progression de 485,3 milliards par rapport à son niveau de 101,6 milliards enregistré en 2008, du fait de l'amélioration du compte courant, nonobstant un recul des entrées nettes de capitaux.*
- *Le déficit du compte courant s'est réduit de 726,8 milliards, pour se situer à 1.237,9 milliards en 2009. Hors dons, rapporté au PIB, ce déficit est passé de 8,0% du PIB en 2008 à 3,9% en 2009. Cette amélioration du compte courant est attribuable à toutes ses composantes, à l'exception des revenus nets.*
- *Le déficit de la balance commerciale a diminué de plus de la moitié, pour ressortir à 621,1 milliards, en raison de la baisse des importations et l'augmentation des exportations. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est ainsi situé à 91,9% en 2008 contre 83,5% l'année précédente.*
- *Les importations se sont repliées, en raison principalement de la chute des cours des produits pétroliers et alimentaires, qui avaient atteint des niveaux exceptionnellement élevés en 2008.*
- *La croissance des exportations est, pour sa part, attribuable à la hausse du volume des principaux produits conjuguée à l'amélioration des cours de l'or et du coton.*
- *L'amélioration du solde du compte courant a été confortée par la hausse des appuis financiers reçus par les Etats, nonobstant le recul des recettes touristiques, la détérioration des revenus nets et la baisse des envois de fonds des travailleurs migrants.*
- *Le déficit du compte courant a été financé par les entrées de capitaux publics et privés étrangers pour un montant de 1.814,4 milliards en 2009, en baisse, toutefois, de 11,4% par rapport à 2008.*
- *Les ventes nettes d'actifs miniers et pétroliers sont passées de 123,2 milliards en 2008 à -1,6 milliard en 2009, en ligne avec un retour à la normale, après la cession d'un permis pétrolier à une entreprise chinoise au Niger en 2008.*
- *La baisse des entrées nettes de capitaux est imputable à l'accroissement des créances extérieures des entreprises résidentes au titre notamment des crédits commerciaux et des dépôts, atténué par la baisse des amortissements de la dette publique, après les efforts consentis par la Côte d'Ivoire et le Togo pour réduire leurs arriérés de paiement extérieurs en 2008.*
- *Les investissements directs ont, pour leur part, connu une hausse en 2009, par rapport à 2008, en liaison avec la privatisation d'une société de télécommunication au Mali et l'entrée en phase active des investissements dans les secteurs minier et pétrolier au Niger. Les investissements directs enregistrés en 2009 sont destinés principalement aux secteurs des mines, des banques, des télécommunications et du bâtiment.*
- *Les échanges intra-communautaires sont demeurés sur une tendance haussière. Leur part dans les exportations totales de l'Union s'est accrue de 18,5% en 2008 à 19,5% en 2009, du fait de la diminution des transactions sur les produits échangés avec des pays situés en dehors de l'Union (produits pétroliers et céréaliers notamment).*
- *Le poids du commerce intra-régional dans l'UEMOA (18,5%) ressort supérieur en 2009 à celui des échanges intra-communautaires enregistrés dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (environ 3,0%). Il demeure, toutefois, en retrait par rapport à celui relevé dans d'autres zones d'intégration économique comme l'Union Européenne (70,0%) ou les pays signataires de l'Accord de libre échange nord américain (50,0%).*

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2009. Il comporte trois parties :

- l'environnement économique des échanges extérieurs de l'Union en 2009 ;
- l'évolution de la balance des paiements régionale ;
- l'évolution des échanges intra-UEMOA.

I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2009

Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2009 ont été réalisées, comme en 2008, dans un environnement morose, caractérisé par une décélération de la croissance, en relation avec l'aggravation de la crise financière internationale et l'accentuation de son impact sur l'économie réelle. Au niveau interne, il a été observé un recul de la croissance, malgré une activité économique soutenue notamment par la hausse des récoltes de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement public et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement.

1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale a subi de plein fouet les effets de la crise économique et financière internationale qui a démarré en 2008. Les turbulences enregistrées sur les marchés financiers américains et européens se sont traduites par une profonde détérioration des conditions de financement de l'économie, entraînant un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays de l'OCDE. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait en recul de 0,6% en 2009, après une progression de 3,0% en 2008.

Toutefois, des signes de reprise ont été perceptibles à partir du quatrième trimestre 2009 grâce à la bonne tenue des économies asiatiques et à la faveur des interventions de grande envergure des pouvoirs publics qui ont soutenu la demande et réduit l'incertitude, ainsi que le risque systémique sur les marchés financiers.

Les pays émergents et en développement n'ont pas été épargnés par les incidences de la crise, compte tenu de la chute des exportations, du reflux des cours des matières premières et de la contraction des investissements directs étrangers.

Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le volume des exportations de marchandises s'est contracté d'environ 12,2% et celui des importations de 12,9% en 2009, soit la plus forte baisse depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Cette chute brutale est principalement imputable à la réduction de la demande globale simultanément dans toutes les grandes économies du monde.

Le repli de la demande sur les marchés internationaux de marchandises s'est traduit par l'effondrement des cours des produits de base, notamment ceux des produits pétroliers et alimentaires, après l'envolée enregistrée durant les deux années précédentes. Les cours moyens des principaux produits exportés par l'Union, à l'exception du cacao et de l'or, ont reculé en 2009 par rapport aux niveaux observés en 2008. Toutefois, cette évolution masque un retournement de la tendance baissière, après les fortes chutes enregistrées durant le

dernier trimestre de l'année 2008. Cette amélioration des cours des produits de base serait liée aux anticipations d'une reprise de la croissance plus rapide que prévu, dans les pays émergents et industrialisés. La relative bonne tenue des prix des produits de base serait imputable à l'espoir d'une reprise de la croissance plus rapide que prévu, dans les pays émergents et industrialisés. Ainsi, comparativement à leurs niveaux du mois de décembre 2008, les cours du pétrole brut ont en moyenne progressé de 41,3%, ceux du cacao, du coton, du caoutchouc et de l'or ont respectivement crû de 16,1%, 28,3%, 39,9% et 18,5%. Les cours du café se sont, quant à eux, repliés de 10,7% sur la même période, en liaison avec les anticipations d'une stagnation de la demande provenant de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon.

L'aggravation de la crise économique et financière a aussi affecté les flux mondiaux d'investissements directs étrangers, qui ont connu une chute de 37,0% en 2009¹, après le repli de 16,0% enregistré en 2008. Même si cette baisse, en rythme annuel, a essentiellement concerné les pays développés, les flux vers les pays en développement et les pays en transition ont reculé de 27,0% au cours de la période sous revue après six années de croissance ininterrompue. L'Afrique a connu une baisse des investissements directs étrangers de l'ordre de 19,0% par rapport à 2008, contraction qui est plus exacerbée en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

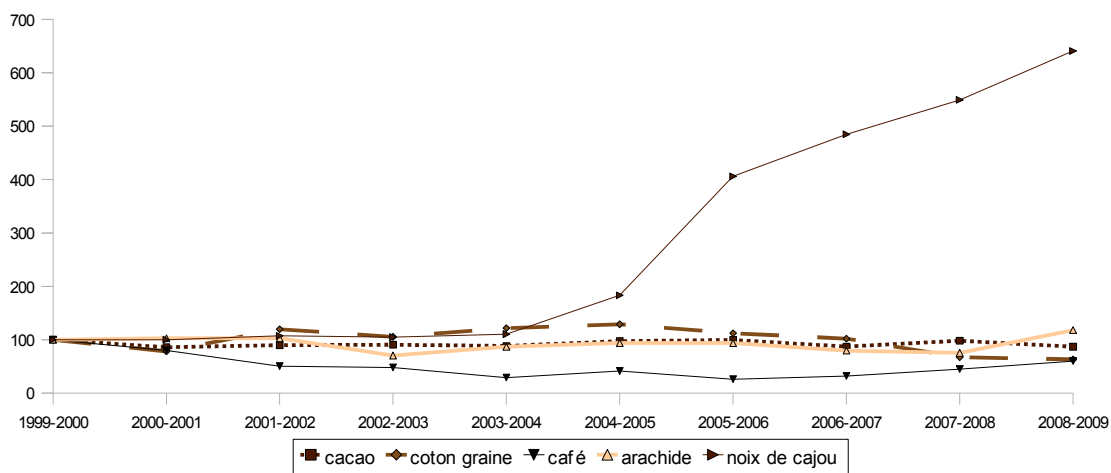
1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE

L'activité économique dans les Etats membres de l'Union s'est ressentie de cette conjoncture défavorable, à travers le ralentissement de la demande étrangère qui a entraîné une baisse de performance dans les secteurs tournés vers l'extérieur, la faiblesse des cours des principaux produits d'exportation et le ralentissement des flux d'entrées de ressources. Toutefois, elle a été soutenue par la hausse modérée des résultats relativement satisfaisants de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes de réalisation d'infrastructures et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, est ressorti à 2,8% en 2009, contre une réalisation de 3,8% en 2008. Ce ralentissement de l'activité économique, perceptible dans tous les Etats de l'UEMOA, sauf la Côte d'Ivoire et le Togo, a été plus marqué au Bénin, au Burkina et au Niger.

La campagne agricole 2009/2010 a été globalement satisfaisante, en dépit de la hausse modérée des récoltes des produits de rente, moins bonne que la précédente. Ainsi, à l'exception du niébé, de la banane, du coton et du sésame, l'ensemble des cultures d'exportations ont connu une augmentation, en raison d'une part, de l'amélioration des conditions sécuritaires dans les zones de production du café et d'autre part, des conditions agroclimatiques relativement favorables.

1 CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2010.

Graphique 1a : Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés par l'Union (en indice base 100 =1999-2000)



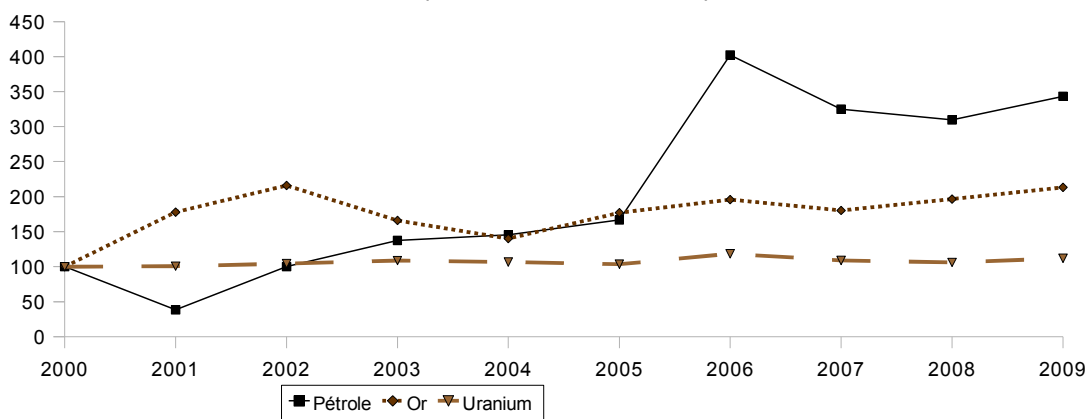
Source : BCEAO

N.B : La forte progression de la production de noix de cajou à partir de la campagne 2005-2006 est due à la prise en compte de la production de la Côte d'Ivoire.

Dans le secteur minier, qui constitue la première source d'exportation de l'Union (avec le pétrole, l'or et l'uranium notamment), la poursuite des investissements, ainsi que la bonne tenue des cours ont contribué à doper l'activité extractive au cours de l'année 2009. En particulier, la production d'or a connu une progression de 9,5%, attribuable à l'accroissement de l'offre des cinq (5) nouvelles mines mises en production en 2008 au Burkina² et l'entrée en production de deux mines en Côte d'Ivoire, couplé à l'utilisation de nouvelles techniques de traitement plus performantes. La tendance a également été confortée par la hausse du cours mondial du métal jaune. Le volume extrait de pétrole brut est en accroissement de 12,2% par rapport à la production totale de l'année 2008. La production d'uranium s'est accrue de 5,5% au Niger, en relation essentiellement avec les efforts déployés par les Sociétés d'exploitation, en vue d'atteindre les objectifs de l'année. Celle des phosphates s'est également inscrite en hausse de 9,9%, du fait de l'accroissement de la production au Sénégal. Au Togo, elle a reculé de 13,9%, en liaison avec la vétusté des outils d'extraction et de production.

2 Il s'agit de la Société des Mines de Taparko, de Kalsaka Mining SA, de Burkina Mining Company, de la Société d'Exploitation Minière en Afrique de l'Ouest et de la Société des Mines de Bélahourou.

Source : BCEAO

Graphique 1b : Evolution des productions du secteur minier (en indice base 100 = 2000)

L'inflation s'est inscrite en recul sensible au cours de l'année 2009, poursuivant ainsi une tendance baissière observée depuis le troisième trimestre 2008. En moyenne, le niveau général des prix à la consommation s'est accru au rythme de 1,1% en 2009, en net ralentissement par rapport au taux de 7,4% enregistré l'année précédente.

Au niveau des finances publiques, l'année 2009 a été caractérisée par une accentuation des difficultés de trésorerie, dans un contexte marqué par la récession internationale, qui a aggravé les contraintes budgétaires des principaux partenaires financiers. Le déficit du solde global, hors dons, s'est creusé davantage, en atteignant 6,3% du PIB contre 4,7% en 2008. Les recettes budgétaires ont augmenté de 4,0%, en raison d'une progression de 10,3% des recettes fiscales, nonobstant la baisse de 35,8% des recettes non fiscales. Toutefois, rapportées au PIB, elles se sont situées à 17,6% en 2009, après un ratio de 17,8% en 2008. Quant aux dépenses, elles se sont accrues de 12,2% et ont représenté 23,5% du PIB, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage du PIB par rapport à 2008. Cette augmentation des dépenses est en liaison avec le maintien des efforts d'investissement public, conformément aux engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Elle résulte également de la forte progression des dépenses courantes (7,0%), notamment de la masse salariale (11,9%).

Au total, l'environnement économique est demeuré globalement favorable aux échanges extérieurs de l'UEMOA en 2009.

II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE

Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde se sont soldées par un excédent global en nette augmentation, nonobstant le contexte de crise financière et économique mondiale. Le solde global s'est, en effet, établi à 586,9 milliards³ en 2009 contre 101,4 milliards en 2008.

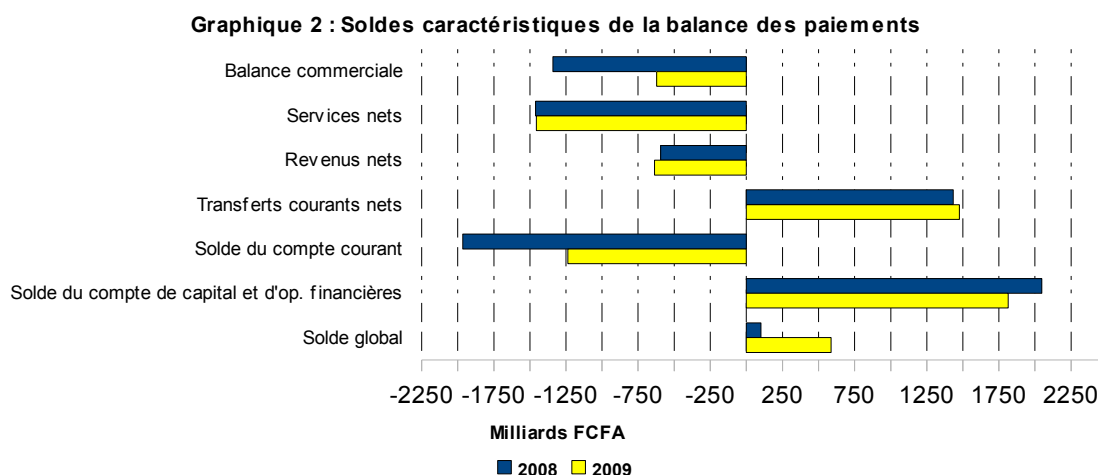
L'évolution favorable du solde global observée par rapport à l'année dernière résulte de la baisse du déficit du compte courant, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières étant ressorti en repli par rapport à son niveau de l'année précédente.

L'amélioration du déficit du compte courant, passé de 1.964,7 milliards en 2008 à 1.237,9 milliards en 2009, est en ligne avec la réduction du déficit du commerce des biens et services et la consolidation de l'excédent des transferts courants, dont l'impact est atténué par la détérioration des revenus nets.

La réduction du déficit du commerce des biens et services reflète la diminution des importations, couplée à une hausse des exportations, nonobstant la baisse des recettes touristiques. La détérioration des revenus nets traduit principalement la hausse des paiements aux investisseurs non résidents. S'agissant des transferts courants nets, ils se sont inscrits en hausse sous l'effet d'une amélioration de la mobilisation des aides budgétaires, partiellement compensée par la baisse des envois de fonds des migrants.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est ressorti, pour sa part, à 1.814,4 milliards contre 2.047,4 milliards un an plus tôt, en raison de la détérioration des autres capitaux privés nets, atténuée par l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers et de la mobilisation des ressources publiques reçues de l'extérieur.

En relation avec ces évolutions, et tenant compte des allocations de DTS par le FMI aux pays de l'Union à hauteur de 700.075.575 DTS, soit une contre-valeur de 453,3 milliards, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se sont fortement consolidées, passant de 5.053,7 milliards en 2008 à 6.225,9 milliards en 2009, représentant respectivement 5,9 et 6,5 mois d'importations de biens et services⁴.



3 Les montants sont indiqués en FCFA sauf indication contraire.

4 Ce ratio est calculé pour l'année n en rapportant les réserves de change en fin d'année n aux importations de l'année n+1. La progression de ce ratio en 2009 découle essentiellement de la forte progression des réserves, en ligne avec l'amélioration de l'excédent des échanges extérieurs et l'allocation des DTS par le FMI.

Encadré 1 : FAITS MARQUANTS DE L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA EN 2009

L'examen de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA au titre de l'année 2009 fait ressortir les principaux points suivants.

→ Le déficit des transactions courantes s'est amélioré, en s'établissant, hors dons, à 3,9% du PIB contre 8,0% du PIB en 2008. Cette évolution reflète l'amélioration du taux d'épargne intérieure, passé de 11,1% en 2008 à 13,8%, dans un contexte de baisse du taux d'investissement de 20,7% en 2008 à 19,7% :

- le déficit des échanges de biens s'est réduit. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est accru, en passant de 83,5% en 2008 à 91,9% en 2009 ;
- le déficit des échanges de services s'est replié, pendant que celui des revenus des facteurs s'est creusé ;
- l'amélioration du déficit courant a été accentuée par l'évolution favorable des transferts courants nets, sous l'impulsion des dons publics, dans un contexte de diminution des envois de fonds des travailleurs migrants.

→ Le déficit des transactions courantes a été compensé par l'afflux de ressources financières, qui sont toutefois ressorties moindres par rapport à 2008 :

- le compte de capital s'est détérioré de 11,3%, du fait de l'amenuisement des remises de dettes et de l'effondrement des recettes de cession de permis d'exploitation dans les secteurs minier et pétrolier au Niger ;
- les entrées nettes au titre des investissements directs se sont établies à 980,5 milliards en 2009, en hausse de 47,1% par rapport à 2008, à la suite notamment de la cession de la SOTELMA (Société de Télécommunications du Mali) à Maroc Télécom pour un montant de 180.400 millions et à l'intensification des investissements minier et pétrolier au Niger ;
- les investissements de portefeuille sont ressortis excédentaires de 74,8 milliards, en liaison notamment avec les ressources mobilisées à l'extérieur par les structures minières et celles des télécommunications ;
- les autres investissements ont connu une détérioration sensible pour ressortir déficitaire de 109,2 milliards, après un excédent de 421,3 milliards en 2008, en raison notamment de l'accroissement des créances extérieures du secteur privé au titre des crédits commerciaux et de la rubrique « monnaie fiduciaire et des dépôts », en ligne essentiellement avec les non-rapatriements des recettes d'exportation minières. Toutefois, cette tendance a été tempérée par l'amélioration de la mobilisation des ressources extérieures publiques.

2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit des transactions courantes s'est réduit en 2009. Il est ressorti à 1.237,9 milliards, contre 1.964,7 milliards observé un an plus tôt. Hors dons, il est passé de 8,0% du PIB en 2008 à 3,9% du PIB en 2009, en dessous de la norme communautaire fixée à 5,0%, pour la première fois depuis plus de 5 ans.

L'amélioration du solde du compte courant est en liaison avec la diminution du déficit du commerce des biens et services et la consolidation de l'excédent des transferts courants, dont l'impact a été atténué par la détérioration des revenus nets.

2.1.1 - Balance commerciale : après la forte dégradation enregistrée en 2008, le déficit commercial a affiché une nette amélioration en 2009, en liaison avec l'effondrement des cours internationaux des denrées alimentaires et énergétique, consécutif à la crise financière et économique internationale. L'amélioration du solde commercial a été confortée par le redressement des exportations.

Les exportations se sont accrues de 3,9%, sous l'effet de l'augmentation du volume des ventes des principaux produits conjuguée à la hausse des cours mondiaux de l'or et du cacao. La hausse des exportations a, toutefois, été atténuée par la chute des prix des autres matières premières exportées, notamment le pétrole. S'agissant des importations, elles se sont repliées de 5,6%, en relation avec la baisse de 4,9% des achats de produits alimentaires et le recul de 16,6% de la facture pétrolière, nonobstant la hausse des acquisitions de biens d'équipement induite par le dynamisme des investissements publics et privés.

Le déficit de la balance commerciale s'est ainsi réduit, s'établissant à 621,1 milliards en 2009 contre 1.341,2 milliards en 2008. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est amélioré, passant de 83,5% en 2008 à 91,9% en 2009.

2.1.1.1- Exportations de biens : persistance de la tendance haussière observée depuis l'année 2008, après la baisse enregistrée en 2007, en rapport avec l'augmentation de la production et l'évolution favorable des cours de certains produits exportés.

Les exportations totales de biens des pays de l'UEMOA se sont accrues, en valeur, de 3,9% pour atteindre 7.036,4 milliards en 2009. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des ventes du cacao et de l'or, qui constituent deux des trois premiers biens exportés par l'Union. Les contreperformances de la filière pétrolière ont toutefois atténué la hausse des recettes d'exportations. Les ventes à l'extérieur de ces produits se présentent comme suit :

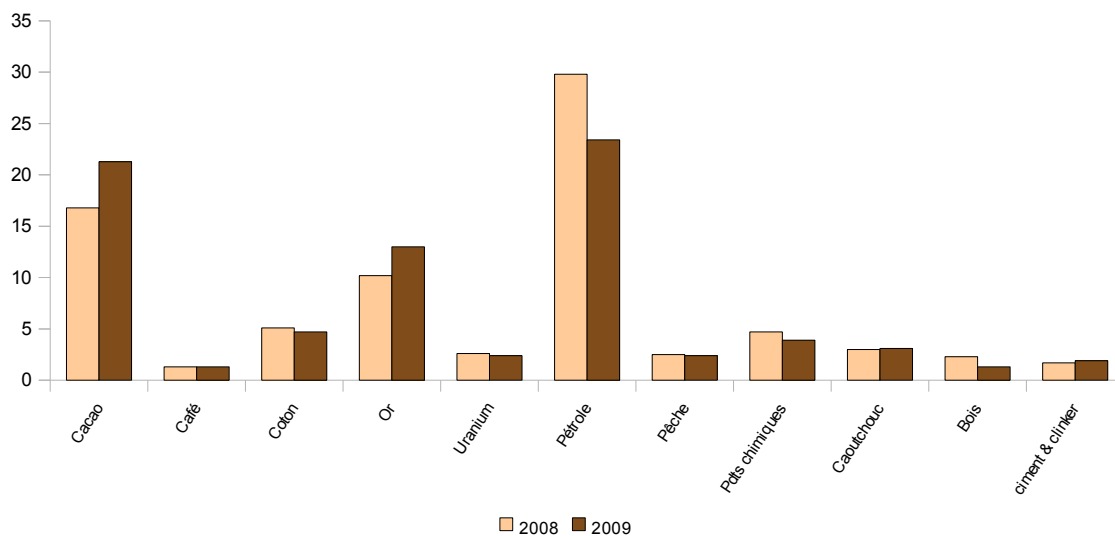
- les **exportations d'or** ont fortement progressé en 2009, sous les effets conjugués de la croissance de la production au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et de la hausse de 25,2% des prix internationaux. Les recettes d'exportation de l'or sont ainsi ressorties à 766,3 milliards, en hausse de 34,2% par rapport à 2008 ;

- les **exportations de cacao** se sont accrues de 38,7%, pour se situer à **1.761,7 milliards en 2009 contre 1.270,4 milliards en 2008**, en liaison avec **la hausse des quantités exportées par la Côte d'Ivoire et la bonne tenue des cours sur le marché international** (+32,3% pour le cacao en fèves) ;

- Les recettes générées par les ventes externes de produits pétroliers de l'Union, premier produit d'exportation, ont, pour leur part baissé de 14,0% en 2009 contre une croissance de 41,9% en 2008, sous l'effet de la chute des cours sur le marché mondial consécutive à la contraction de la demande énergétique.

Les exportations du coton, quatrième produit d'exportation, ont, pour leur part, baissé en 2009, reflétant la baisse du volume et des prix internationaux. L'évolution du volume s'explique par la persistance des difficultés d'ordre organisationnel que rencontre la filière et du désintérêt des producteurs pour cette culture.

Graphique 3 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en %)

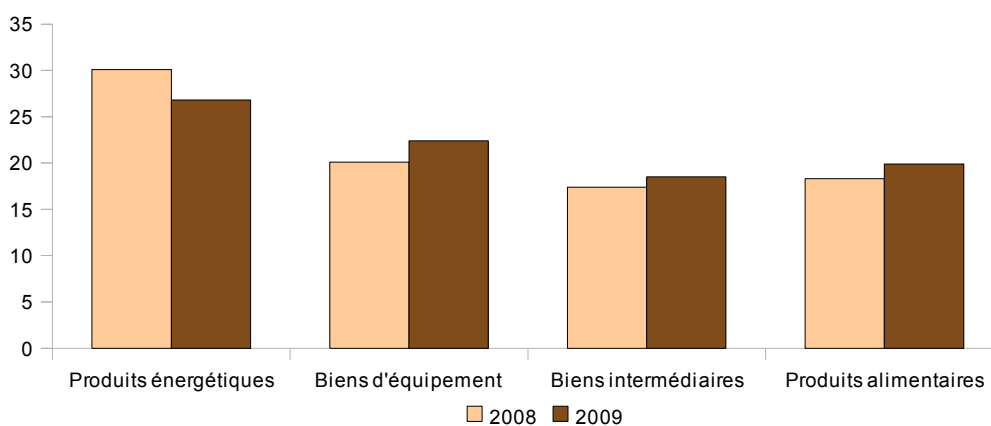


Sources : BCEAO, INS

2.1.1.2- Importations de biens : baisse annuelle en valeur en 2009, du fait de la chute des cours mondiaux des produits de base, en particulier le pétrole et les céréales, en raison d'une diminution de la demande, consécutive à la récession économique dans les pays industrialisés.

Les importations de biens de l'Union ont connu une baisse entre 2008 et 2009 (-5,6%), en rapport avec la chute des cours des produits pétroliers et alimentaires sur les marchés internationaux, consécutive à la crise financière et économique internationale, pour ressortir, en valeur FOB, à 7.657,5 milliards. Ces biens sont constitués principalement de produits énergétiques (26,8%), de biens d'équipement (22,4%), de produits alimentaires (18,5%), et de biens intermédiaires (17,9%).

Graphique 4 : Evolution de la part des principaux produits importés (en %)



Sources : BCEAO, INS

La facture pétrolière s'est chiffrée à 2.860,4 milliards en 2009 contre 3.430,5 milliards en 2008, soit une régression de 16,6%, reflétant l'effondrement des cours sur le marché international, après les niveaux records atteints en 2008. Toutefois, la détente sur les prix a favorisé un accroissement des quantités importées (+11,9%), atténuant ainsi l'effet baissier.

La valeur des approvisionnements en produits alimentaires a également régressé au cours de l'année 2009. En effet, ces importations ont enregistré un recul de 5,6% en 2009, après une hausse de 21,8% en 2008, du fait de la forte baisse de leurs prix sur les marchés internationaux. Les importations de denrées alimentaires se sont situées à 1.981,8 milliards, soit une part de 18,5% des importations totales contre 18,3% en 2008.

Les acquisitions de biens intermédiaires, composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont également connu un recul de 3,6% en 2009. Cette évolution est liée notamment à la diminution de la facture des matériaux de construction malgré le dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) noté dans les Etats membres de l'Union, en rapport avec l'exécution de projets d'investissements publics.

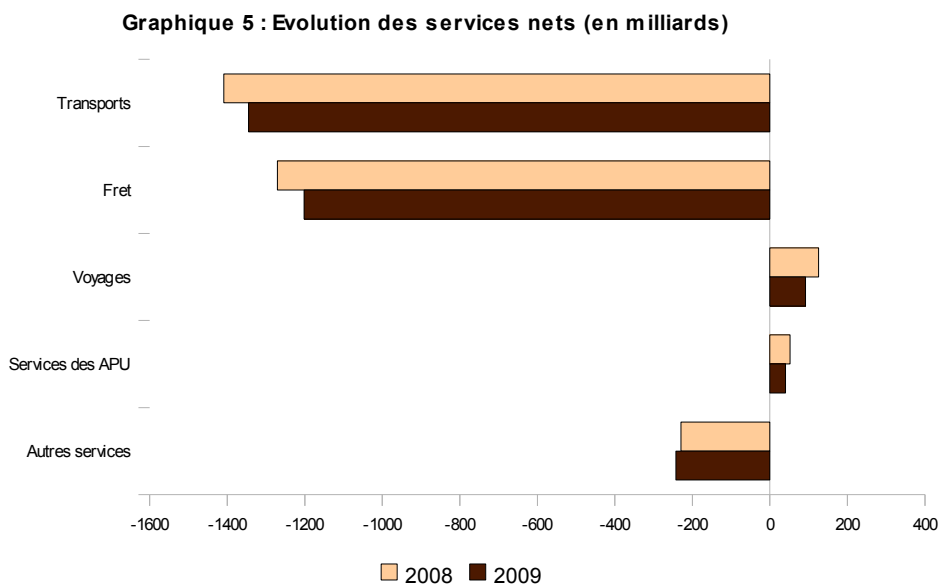
Les importations de biens d'équipement ont progressé en 2009. Elles ont affiché une hausse de 4,8% par rapport à 2008, pour s'établir à 2.395,0 milliards. L'accroissement des acquisitions de ces biens est lié à la poursuite de l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques dans certains Etats et aux investissements massifs notés dans les secteurs minier et pétrolier, ainsi que ceux des télécommunications et des BTP notamment en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo.

2.1.2 - Balance des Services : légère amélioration du déficit, en raison de la baisse de la facture du fret, nonobstant le repli des recettes touristiques et de celles des services aux administrations publiques, ainsi que l'accroissement du déficit des autres services aux entreprises.

Le déficit structurel des services est ressorti en légère baisse, passant de 1.461,6 milliards en 2008 à 1.455,2 milliards en 2009. Cette évolution est attribuable à l'amélioration du déficit des transports, en dépit de la diminution des recettes touristiques et des services aux administrations publiques et l'accroissement du déficit des autres services aux entreprises.

Le déficit des transports est, en effet, ressorti à 1.344,7 milliards en 2009 contre 1.409,1 milliards une année plus tôt, soit une amélioration de 4,6%. Cette évolution est imputable notamment à la baisse de la facture du fret, dans le sillage de la chute des prix du carburant.

L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'évolution défavorable du poste « Voyage », retraçant les recettes et les dépenses touristiques, ainsi que la baisse de l'excédent des services reçus par les Administrations publiques. Le solde excédentaire du poste « Voyage » est passé de 125,5 milliards en 2008 à 91,9 milliards en 2009, après la croissance exceptionnelle observée en 2008. La chute des recettes s'explique par la raréfaction des entrées des visiteurs étrangers, en ligne avec la baisse de revenu induite par la récession économique dans les pays industrialisés. Elle a été accentuée par le retour à la normale, après l'afflux exceptionnel enregistré en 2008, en ligne avec la tenue de diverses manifestations internationales (Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CENSAD au Bénin et de l'OCI au Sénégal). Le solde excédentaire des services fournis ou reçus par les Administrations publiques a également baissé de 21,2%, pour se situer à 40,5 milliards.



2.1.3 - Revenus nets des facteurs : accentuation du déficit à la suite de l'accroissement des bénéfiques et des dividendes versés aux non-résidents

En 2009, le solde déficitaire des revenus des facteurs s'est aggravé, s'établissant à 637,1 milliards contre 594,7 milliards une année plus tôt. Cette évolution est en rapport avec la progression des sorties au titre des revenus des investissements directs et, dans une moindre mesure, des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique.

Les sorties nettes au titre des revenus des investissements ont augmenté de 4,7%, en liaison notamment avec la hausse des bénéfiques et dividendes versés aux investisseurs non-résidents par les entreprises exportatrices des produits de base. Cette évolution reflète l'accroissement du chiffre d'affaires de ces sociétés en 2008, à la faveur de la bonne orientation des prix des matières premières.

Les intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 181,2 milliards en 2009 contre 180,5 milliards. Le ratio des paiements d'intérêts de la dette extérieure sur les sorties nettes des revenus des facteurs est ressorti à 28,4% contre 29,6% en 2008.

Les revenus nets du travail, qui englobent notamment les salaires versés aux travailleurs saisonniers et au personnel local des unités extra-territoriales (Ambassades et Organismes internationaux) sont, pour leur part, ressortis excédentaires de 121,7 milliards en 2008 contre 129,9 milliards en 2008, soit une baisse de 6,3%.

2.1.4 – Balance des transferts courants : poursuite de la hausse des dons publics atténuée par le repli des transferts privés

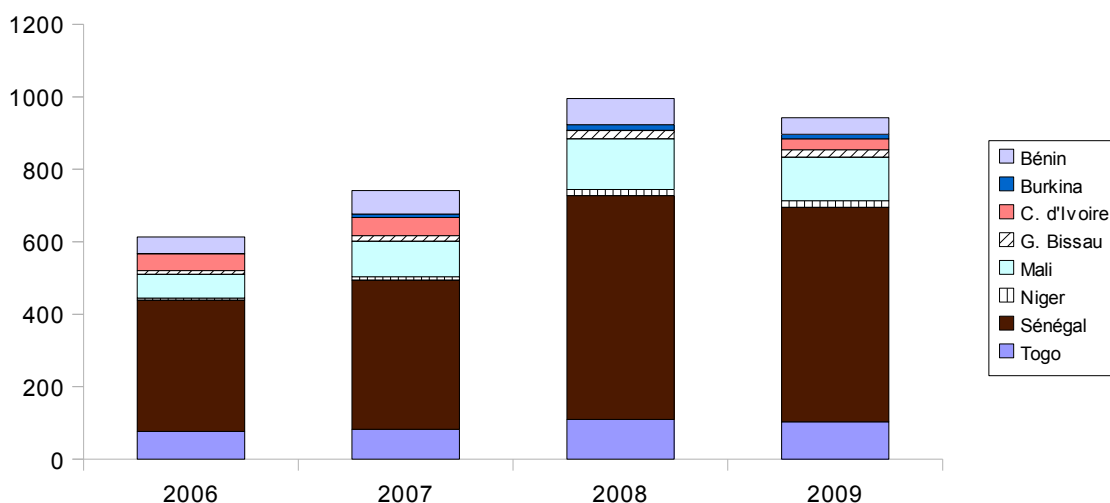
L'excédent des transferts courants a poursuivi sa consolidation, notée depuis l'année 2000, atteignant un niveau de 1.475,5 milliards en 2009, après le niveau de 1.432,8 milliards enregistré en 2008, soit une croissance de 3,0%. Cette progression résulte essentiellement de l'évolution favorable des transferts publics de 51,2%, modérée par le recul des transferts privés de 26,8%.

L'excédent des transferts courants publics s'est inscrit en hausse de 255,9 milliards, pour se situer à 754,7 milliards, en liaison essentiellement avec les appuis financiers reçus par la Côte d'Ivoire dans le cadre du financement du processus de sortie de crise.

L'excédent des transferts privés nets s'est établi à 721,2 milliards en 2009 contre 934,0 milliards en 2008. Cette évolution s'explique par la baisse simultanée des envois de fonds des travailleurs migrants et des fonds reçus par les ONG pour le financement de leurs activités. Les transferts nets des migrants se sont repliés de 21,7%, en passant de 573,7 milliards en 2008 à 449,9 milliards en 2009, en raison principalement de la récession économique dans les pays développés et des pertes d'emplois qui s'en sont suivies.

Les principaux bénéficiaires des fonds reçus des migrants résidant en dehors de l'UEMOA sont le Sénégal, le Togo et le Mali, avec des parts respectives de 69,2%, 12,7% et 7,5%.

Graphique 6 : Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards)



Source : BCEAO

Encadré 2 : Evaluation des envois de fonds des travailleurs migrants

Les envois de fonds des migrants en direction de l'Afrique subsaharienne ont connu une accélération constante au cours de ces dernières années. Ils sont estimés par la Banque Mondiale à 6,5% du total des transferts des migrants vers les pays en développement et représentent 2,2% du PIB de ces pays en 2009.

Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008, passant de 323,1 milliards de FCFA à 1.223,5 milliards. Rapportés au PIB, ils ont gagné 2,2 points de pourcentage sur la période pour atteindre 3,9% en 2008. Par pays, cette proportion varie de 0,9% (Côte d'Ivoire, Niger) à 8,8% (Togo). Elle est estimée à 2,9% au Bénin, 1,3% au Burkina, 3,9% en Guinée-Bissau, 3,4% au Mali et 7,3% au Sénégal.

Les entrées de fonds des travailleurs migrants dans l'UEMOA se sont, toutefois, repliées en 2009 de 3,9% pour s'établir à 812,1 milliards, soit 2,5% du PIB. Ce recul est essentiellement imputable aux répercussions de la crise financière sur les économies d'accueil des migrants, avec notamment un accroissement massif du chômage.

Ces estimations, effectuées par la BCEAO dans le cadre de la confection de la balance des paiements, constituent la principale source d'informations sur les envois de fonds des migrants. Elles ont été établies sur la base des informations fournies sur les transferts bancaires, les flux recensés auprès des sociétés de transferts d'argent (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel.

Cette approche présente toutefois des limites qui sont afférentes notamment :

- à l'existence d'un biais lié au fait que les informations relatives aux motifs économiques des transferts bancaires et électroniques ne sont pas toujours renseignées ;
- à la faiblesse, voire l'absence de prise en compte des transferts effectués par les canaux non formels. Ce qui se traduit par une sous-estimation des fonds envoyés par les migrants, eu égard à la proportion importante des transferts informels. A titre illustratif, une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD⁵), réalisée en 2008, a conclu que les fonds expédiés par les canaux non officiels représentaient en 2005, respectivement 73,0% et 46,0% du total des transferts des migrants reçus par le Mali et le Sénégal.

Le niveau important des transferts transitant par les canaux informels (porteurs, fax⁶, nature, etc.), singulièrement dans les pays africains, est lié principalement au coût relativement élevé des transferts par le circuit formel, ainsi qu'à leur faible degré de bancarisation et de développement du système financier.

5 BAD (2008), les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement, rapport d'étude.

6 Le système « fax » consiste à regrouper les montants à transférer dans un point de collecte (généralement un commerce ou dans un foyer) et à redistribuer, par un intermédiaire dans le pays d'origine (généralement un commerçant) la somme aux bénéficiaires, après identification téléphonique. C'est un système de transfert assez rapide, de moitié moins coûteux en général que les transferts par voie officielle, mais plus risqué, en raison de l'absence de documents écrits.

Pour pallier ces insuffisances, une enquête auprès des populations, aux fins de recueillir des données supplémentaires pouvant permettre d'affiner les estimations a été initiée par la BCEAO. Les résultats de cette enquête devraient notamment permettre de mieux appréhender les motifs économiques des transferts, ainsi que la part des montants reçus ou émis en dehors des circuits formels.

La phase pilote de cette enquête a démarré au Sénégal en 2010. Elle sera étendue aux autres pays de l'Union au cours de l'année 2011.

2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, présenté selon l'optique de la BCEAO⁷, s'est replié en 2009, en liaison avec la baisse concomitante du solde du compte de capital et de celui des opérations financières. Cet excédent s'est situé à 1.814,4 milliards en 2009 contre 2.047,4 milliards en 2008.

2.2.1 - Compte de capital

Ce compte retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terre, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

Il est ressorti excédentaire de 868,3 milliards contre 978,5 milliards en 2008, soit un recul de 11,3%, imputable à une diminution des cessions nettes d'actifs non financiers non produits, partiellement compensée par la hausse des transferts de capital.

Les transferts de capital, qui comprennent les remises de dettes et les dons projets, se sont accrus de 1,7%, en raison d'une forte progression des dons reçus par les Etats pour la réalisation d'investissements (+43,7%). Cette incidence favorable des dons a été atténuée par le repli des remises de dettes, ressorties à 80,5 milliards contre le niveau exceptionnel de 265,3 milliards réalisé en 2008, lié aux annulations de dette obtenues par le Togo (245,2 milliards) auprès de ses créanciers dans le cadre de l'Initiative PPT. Les transferts en faveur du secteur privé (les ONG comprises) se sont également repliés, en ressortant à 89,4 milliards en 2009 contre 103,0 milliards une année plus tôt.

Le solde des actifs non financiers non produits est passé de 123,2 milliards à -1,6 milliard d'une année à l'autre, soit un retour à la normale, après la conclusion par l'Etat du Niger en 2008 d'un contrat de partage de production pétrolière sur le bloc AGADEM avec la *China National Oil and gas Development and Exploitation Corporation (CNODC)*, qui s'était traduit par le versement d'un montant de 123,4 milliards au Gouvernement.

2.2.2 - Compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières est ressorti excédentaire de 946,1 milliards en 2009 contre 1.068,9 milliards en 2008, soit une régression de 122,8 milliards.

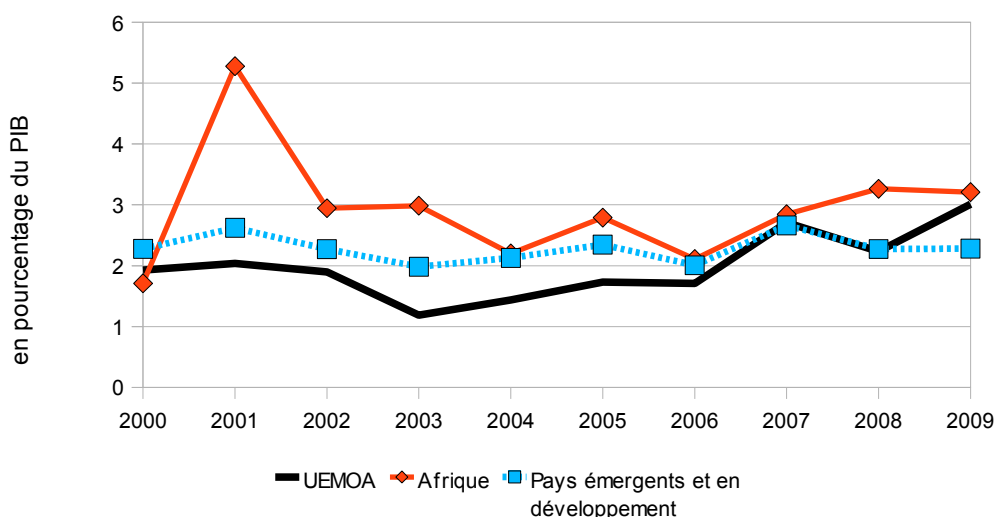
⁷ La présentation selon l'optique de la BCEAO déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les banques qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

L'évolution à la baisse de ce compte est essentiellement imputable aux autres investissements, les investissements directs et de portefeuille s'étant inscrits en hausse.

Les investissements directs, constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfiques réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées, ont enregistré une hausse en 2009. Ils se sont établis à 980,5 milliards en 2009 contre 666,1 milliards en 2008, soit une progression de 47,2%. Cette évolution est consécutive à la cession de la SOTELMA (Société de Télécommunications du Mali) à Maroc Télécom pour un montant de 180,4 milliards. La hausse des flux d'IDE a également été confortée par l'entrée en phase critique des projets minier et pétrolier au Niger. Les investissements directs étrangers reçus par l'Union sont destinés principalement aux secteurs des mines, du pétrole, de l'intermédiation financière, des télécommunications et du bâtiment.

Rapportés au PIB, les investissements directs étrangers sont ressortis à 3,1% contre 2,2% en 2008 et des moyennes respectives de 3,3% et 2,3% pour le continent africain et l'ensemble des pays émergents et en développement.

Graphique 7 : Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement



Source : BCEAO, FMI

Le solde des investissements de portefeuille est ressorti excédentaire, après le déficit enregistré en 2008. Les principales opérations composant cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation représentant moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un excédent de 74,8 milliards en 2009 contre un déficit de 18,6 milliards en 2008. Cette amélioration du solde des investissements de portefeuille est essentiellement liée à la mobilisation de ressources à l'extérieur par les structures minières et de télécommunication, en liaison avec le regain de dynamisme dans ces deux secteurs.

Les **autres investissements** portent sur les crédits commerciaux, la monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts et particulièrement les transactions liées à l'endettement public (tirages, amortissements, accumulations d'arriérés de paiement, rééchelonnements).

Le solde des autres investissements est ressorti déficitaire de 109,2 milliards en 2009, en baisse de 550,6 milliards par rapport au niveau excédentaire de 421,3 milliards observé en 2008. Cette évolution défavorable résulte principalement de la hausse des créances du secteur privé sur les non-résidents au titre des crédits commerciaux et de la rubrique « monnaies fiduciaires et dépôts », en raison notamment du non-rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières et agricoles. Cette situation est plus prononcée en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Au total, le solde global de la balance des paiements de l'Union, a renoué avec la tendance haussière notée au cours des quatre dernières années, après le fléchissement enregistré en 2008. Il est ressorti excédentaire de 586,9 milliards contre 101,6 milliards en 2008, soit une progression de 485,3 milliards. L'amélioration du solde global reflète, pour l'essentiel, la diminution des importations, conjuguée à la hausse des exportations, ainsi que la mobilisation accrue des ressources financières extérieures par les Etats et l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers. Toutefois, l'environnement défavorable qui a induit des baisses des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs, ainsi qu'une détérioration des autres capitaux privés a atténué cette hausse.

Par ailleurs, les Etats de l'Union ont bénéficié des allocations générales de DTS accordées par le Fonds Monétaire International (FMI) et qui leur ont été rétrocédées pour faire face aux arriérés de paiement intérieurs. Le montant global de cette allocation est de 700.075.575 DTS, soit une contre-valeur de 453,3 milliards (voir encadré 3).

Les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se sont ainsi accrues de 23,2%, passant de 5.053,7 milliards en 2008 à 6.225,9 milliards en 2009. Elles représentent respectivement 5,9 mois et 6,5 mois d'importation de biens et services.

Encadré 3 : Analyse de l'incidence sur les comptes extérieurs des allocations de DTS par le FMI et la rétrocession de leur contre-valeur en FCFA au profit des Etats membres de l'Union

Selon les dispositions de la cinquième édition du Manuel de la Balance des paiements actuellement en vigueur, les allocations de DTS ne sont pas considérées comme un engagement envers le FMI. Elles ne résultent pas, de ce fait, d'une transaction économique au sens de la balance des paiements⁸. Lorsque le pays bénéficiaire utilise les DTS alloués pour des opérations en DTS avec le FMI ou les autres Etats (acquisitions de devises, remboursements de dettes, accords de prêts, etc.), la variation ainsi engendrée sera inscrite en balance des paiements. Dans ce cas, le niveau des DTS détenus se situera en dessous du montant des allocations, générant ainsi des versements de commissions au FMI.

Les DTS alloués viennent cependant renforcer le stock des réserves internationales du pays. Ils permettent donc d'améliorer la position extérieure globale nette de l'Etat concerné.

Ainsi, dans le cas des pays de l'Union, l'allocation de DTS améliorera, à hauteur du montant alloué, les réserves internationales et la position extérieure globale nette, dans la mesure où elle n'est pas utilisée pour des transactions en DTS.

En ce qui concerne la rétrocession de la contre-valeur en FCFA, elle ne figurera pas dans la balance des paiements, puisqu'elle concerne un pays et sa Banque Centrale. Par ailleurs, cette opération ne devrait pas générer de versement de commissions par les Etats ou la Banque Centrale, étant donné qu'elle ne se traduira pas par des transactions en DTS qui auraient un impact sur le niveau des DTS détenus.

D'un montant global de 700.075.575 DTS, soit la contre-valeur de 453.093,2 millions de FCFA, ces ressources ont été réparties entre les Etats suivant les clés suivantes.

Tableau 1 : Répartition du montant des allocations de DTS accordées par le FMI en 2009

	Montant (en millions de FCFA)	Part (%)
BENIN	32.772,2	7,2
BURKINA	31.872,2	7,0
COTE D'IVOIRE	172.173,3	38,0
GUINEE-BISSAU	49.396,6	10,9
MALI	34.837,0	7,7
NIGER	85.663,1	18,9
SENEGAL	7.518,0	1,7
TOGO	38.860,8	8,6
TOTAL	453.093,2	100

⁸ Toutefois, selon les dispositions de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du FMI qui est adopté en 2008, les allocations de DTS sont considérées comme des engagements vis-à-vis du Département des DTS du FMI. Elles sont en effet sujettes à un remboursement, lorsque le pays décide de se retirer du FMI. Ces allocations devraient être enregistrées aussi bien dans la balance des paiements que dans la position extérieure globale comme avoirs de réserve avec pour contrepartie, une hausse des engagements au niveau de la rubrique « autres investissements ».

III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

La tendance haussière des transactions intra-communautaires s'est maintenue en 2009, confirmant le renforcement du processus d'intégration économique dans l'Union.

La hausse des transactions intra-communautaires a concerné les services, les transferts courants, les investissements de portefeuille et les autres investissements, les opérations sur le commerce des biens et les flux d'investissements directs étrangers s'étant inscrits à la baisse.

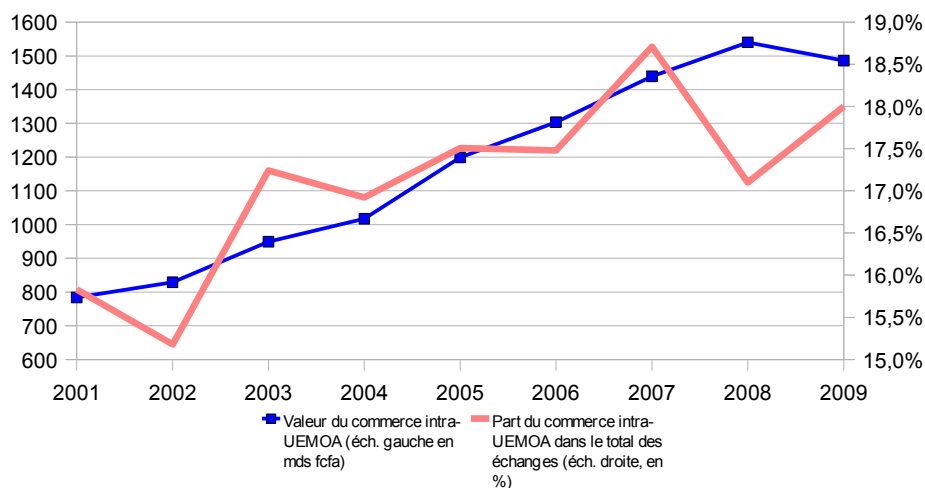
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS

Les échanges de biens entre les pays membres, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, font ressortir en 2009 un léger retournement de la tendance imprimée depuis 2001⁹. Le volume du commerce intra-communautaire est, en effet, estimé à 1.485,9 milliards en 2009 contre 1.540,3 milliards en 2008, soit une baisse de 3,5%.

Toutefois, la part de ces échanges intra-communautaire dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA s'est accrue pour se situer à 18,0%, après 17,1% en 2008, du fait principalement d'un recul significatif de la facture alimentaire et énergétique. Lorsqu'on exclut les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium), qui ne font pas l'objet d'échanges intra-communautaires dans la configuration actuelle des appareils productifs des pays de l'Union, cette part ressort à 19,8% en 2009 contre 20,6% en 2008.

Les échanges intra-UEMOA rapportés aux exportations totales sont passés de 18,5% en 2008 à 19,2% en 2009. Leur part dans les importations totales a également augmenté, passant de 15,8% en 2008 à 19,4% en 2009.

Graphique 8 : Evolution du commerce intra-régional entre 2001 et 2009



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Bien que le poids des échanges intra-régionaux rapportés aux exportations totales de l'Union soit supérieur à celui de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (environ 3,0%), il demeure inférieur à ceux des autres zones d'intégration économique comme l'Union

⁹ Les échanges intra-communautaires se sont inscrits dans une dynamique haussière depuis l'entrée en vigueur, au début des années 2000, de l'Union douanière, qui s'est notamment traduite par la suppression des barrières tarifaires.

Européenne (70,0%) ou les pays membres de l'Accord de libre échange nord américain (50,0%).

Les échanges commerciaux intra-UEMOA restent dominés par les transactions sur les produits pétroliers qui ont représenté 45,6% du commerce intra-UEMOA.

Les échanges de produits pétroliers entre les pays de l'UEMOA sont ressortis à 456,6 milliards en 2009 contre 520,4 milliards en 2008, soit une baisse de 12,3%. Ce repli, attribuable à la baisse des prix, s'est traduit principalement par un net recul des échanges de ces produits de la Côte d'Ivoire et du Sénégal vers les pays de l'hinterland.

La part du commerce intra-UEMOA de produits pétroliers raffinés dans le total des importations de ces biens est passée de 18,7% en 2008 à 19,6% en 2009. L'incidence globale de la baisse des prix des produits énergétiques sur l'Union pourrait ainsi avoir été plus importante que la réduction des flux intra-communautaires en provenance des pays côtiers, en dépit de leur position de centrales d'achat pour la sous-région.

Tableau 2 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2009
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		66,6	28 451,3	0,0	1 865,3	0,0	173,5	42 809,8	73 366,5
	Burkina	3 756,1		89 258,1	0,0	16,1	0,0	1 960,5	618,4	95 609,2
	Côte d'Ivoire	6 073,1	791,7		198,7	3,2	14,0	71,6	121,3	7 273,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2 710,4		0,0	0,0	5 677,8	0,0	8 388,2
	Mali	52 817,6	25 949,7	36 398,0	0,0		0,0	63 922,4	13,4	179 101,1
	Niger	989,7	66,1	8 780,2	0,0	0,0		120,2	43,9	10 000,1
	Sénégal	1 024,6	197,7	12 705,0	371,3	6 058,9	0,0		103,8	20 461,3
	Togo	1 018,2	261,8	58 942,5	0,0	635,7	0,0	1 521,8		62 380,0
	UEMOA	65 679,3	27 333,6	237 245,5	570,0	8 579,2	14,0	73 447,8	43 710,6	456 580,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale.

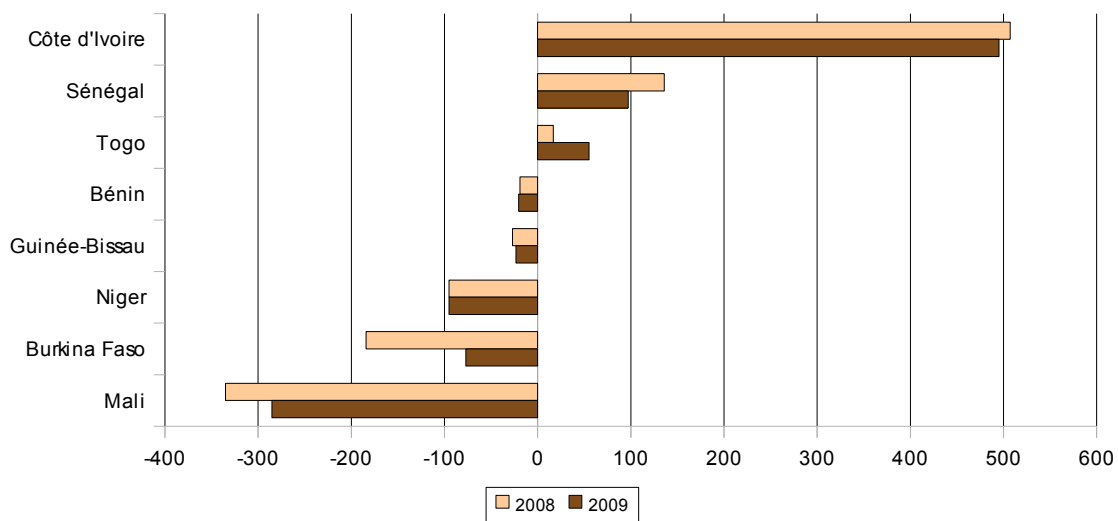
Les autres principaux produits échangés sont le ciment, les préparations alimentaires et les produits du crû (céréales, animaux vivants), les savons et produits de lessive et l'huile de palme.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 39,9% et 16,7% des exportations totales en 2009 demeurent les principaux exportateurs intra-régionaux, tandis que le Mali occupe la première place des importateurs avec 26,8% des importations intra-communautaires.

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée quasiment identique à celle des années précédentes. La balance commerciale intra-UEMOA a été excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est ressortie déficitaire dans les pays enclavés, à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. Elle est également déficitaire au Bénin, en raison des importations pour la réexportation vers le Nigeria, et en Guinée-Bissau, du fait de l'importance des achats en provenance du Sénégal.

Graphique 9 : Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2008 et 2009 (en milliards)



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES

Les transactions relatives aux autres rubriques du compte courant se sont maintenues sur une tendance haussière en 2009.

Les échanges de services se sont accrus de 48,7% pour ressortir à 595,6 milliards, en relation avec la progression des flux relatifs aux transports notamment terrestres et maritimes, ainsi qu'au tourisme intra-communautaire. L'évolution de la facture du fret reflète principalement l'acheminement des biens d'équipement vers les pays de l'hinterland (Burkina, Mali et Niger), dans le cadre notamment des investissements miniers en cours dans ces pays.

Les revenus des facteurs entre les pays de l'Union sont estimés à 199,7 milliards, en recul de 8,9%, du fait des revenus sur les investissements directs. Ceux-ci ont, en effet, baissé de 46,7 milliards, comparativement au niveau exceptionnellement élevé des bénéfices dans le secteur des télécommunications au Mali versés au Sénégal en 2008.

Les transferts courants intra-communautaires sont, pour leur part, évalués à 409,4 milliards contre 379,8 milliards en 2008. Cette évolution reflète principalement la progression des transferts des administrations publiques, en particulier au titre des prélèvements communautaires et la poursuite de la hausse des flux de fonds des travailleurs migrants dans l'Union, qui sont ressortis à 312,1 milliards en 2009 contre 263,3 milliards en 2008.

3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES

Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital et d'opérations financières se sont nettement accrues en 2009, en relation avec l'évolution favorable des transferts en capital, ainsi que des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Les flux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 3,6 milliards en 2008 à 18,0 milliards en 2009, en liaison principalement avec les transferts des migrants et les appuis reçus par les ONG de leurs Sièges régionaux pour des financements de projets.

Les flux nets d'investissements directs étrangers intra-UEMOA, comprenant les fonds propres et les autres créances et engagements, sont ressortis à 148,7 milliards, en baisse de 13,2% par rapport à 2008, du fait essentiellement de la réduction des engagements entre entreprises apparentées. Les flux au titre des fonds propres, ont été évalués à 34,4 milliards en 2009, dans le cadre des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliations des échanges intra-UEMOA¹⁰

Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union ont cru de 15,4% entre 2008 et 2009, passant de 418,5 milliards à 482,9 milliards. Cette évolution est due aux souscriptions par des résidents de l'Union à des titres publics émis par les Etats membres dont ils ne sont pas ressortissants. Ces titres publics ont concerné des bons et obligations du Trésor émis par le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal.

Les flux de capitaux au titre des autres investissements se sont accrus de 25,7% d'une année à l'autre, pour ressortir à 693,3 milliards. Cette évolution reflète le dynamisme des opérations interbancaires, au titre notamment des prêts et monnaies fiduciaires et dépôts.

¹⁰ Les travaux de réconciliation n'ont porté que sur les créances et engagements au titre des fonds propres des entreprises (Cf. Encadré 4).

Encadré 4 : Réconciliation des données intra-communautaires relatives au tourisme, aux envois de fonds des travailleurs migrants et aux investissements directs.

Sur la base des conclusions de la réunion de la Cellule sous-régionale tenue les 19 et 20 octobre 2009, les travaux de la session des 4 et 5 octobre 2010 ont été élargis, pour la première fois, à la réconciliation des données sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers. Des asymétries importantes ont été relevées sur ces données, liées notamment à la différence des méthodologies appliquées par les pays et aux difficultés d'estimation des flux émis.

Dans le cadre de la réduction de ces asymétries, la Cellule a recommandé le renforcement du partage des expériences et des meilleures pratiques, en vue de parvenir à l'harmonisation des méthodologies. Les orientations données portent, en particulier, sur les points ci-après :

- l'utilisation de la méthode de la dépense moyenne par voyageur pour approcher les flux touristiques. A cet égard, l'utilisation des informations issues de la police de l'air et des frontières, des Services officiels en charge du tourisme, des structures hôtelières et des agences de voyage a été préconisée ;
- l'application d'une approche uniforme d'estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, fondée à la fois sur les virements bancaires et postaux, les transferts rapides de fonds et les billets externes, en considérant les clés de répartition en vigueur dans chaque pays ;
- le complément des informations reçues des banques relatives aux transactions via les moyens de paiement électronique, par des enquêtes spécifiques sur les motifs économiques.

Sur la base des travaux réalisés, les flux touristiques intra-UEMOA au titre de l'année 2009 se sont établis à 123,0 milliards contre des niveaux respectifs de 130,7 milliards et 136,2 milliards en 2007 et 2008. La Côte d'Ivoire et le Bénin concentrent respectivement 21,6% et 15,1% des dépenses touristiques, tandis que le Sénégal est le premier bénéficiaire des recettes touristiques intra-communautaires avec une part de 24,1%.

Les envois de fonds des travailleurs migrants intra-régionaux se sont situés, selon les estimations faites par la Cellule sous-régionale, à 312,1 milliards contre 263,3 milliards en 2008 et 256,2 milliards en 2007. La Côte d'Ivoire, avec 43,4% des flux émis, reste de loin au premier rang des principaux pourvoyeurs. Le Sénégal, le Burkina et le Mali sont les premiers récepteurs de fonds des travailleurs migrants dans l'Union, avec des parts respectives estimées à 20,8%, 20,3% et 19,5%.

S'agissant des investissements directs intra-communautaires, leur évaluation s'est appuyée sur les données collectées à travers les formulaires de recensement des investissements étrangers qui ont été joints aux questionnaires de balance des paiements. Pour la réconciliation des encours, la règle du maximum a été privilégiée. Les flux nets ont été calculés à partir des résultats de la réconciliation des encours de début et de fin de période. Cette approche permet d'assurer une cohérence entre les flux nets, présentés en balance des paiements, et les stocks, au niveau de la position extérieure globale. Après réconciliation, les flux nets d'IDE sont estimés à 34,4 milliards en 2009.

CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA est ressortie globalement positive, nonobstant le contexte de récession, consécutif à la crise économique et financière qui a démarré en 2008. Les transactions extérieures de l'Union se sont en effet soldées en 2009 par une consolidation des avoirs extérieurs, en rapport notamment avec une réduction sensible du déficit commercial, l'afflux de ressources financières reçues des partenaires au développement et l'accroissement des investissements directs étrangers. Toutefois, le repli des transferts courants nets en faveur du secteur privé et la détérioration des autres capitaux privés nets ont contribué à atténuer cette performance.

Les comptes extérieurs ont également été marqués par une consolidation des échanges intra-communautaires, en ligne avec l'accroissement des services, des transferts courants, des investissements de portefeuille et des autres investissements, nonobstant la baisse des opérations sur le commerce des biens et les flux d'investissements directs étrangers.

Malgré l'amélioration du solde de la balance commerciale, la structure des échanges extérieurs de l'Union est demeurée une source importante de vulnérabilité des économies aux chocs internes et externes. Il est donc important pour l'Union de réorganiser son appareil de production, en s'appuyant sur les avantages respectifs des Etats membres, afin de permettre une satisfaction des besoins communautaires sur le marché sous-régional et consolider sa viabilité externe.

Par ailleurs, le développement de la coopération communautaire en matière énergétique, à travers singulièrement l'interconnexion des réseaux électriques, le regroupement de l'approvisionnement en produits pétroliers et la mise en place d'infrastructures communautaires de transport et de distribution d'énergie, devrait, par ailleurs, contribuer à l'allègement de la facture pétrolière.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2009
- Tableau A2 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2005 et 2009
- Tableau A3.1 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2008
- Tableau A3.2 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.3 : Matrice des services intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.4 : Matrice des envois de fonds travailleurs migrants intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.5 : Matrice des flux relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2009
- Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2009
- Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2009
- Tableau A5 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2003 et 2009

ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

TABLEAU 1 : BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE 2009 (en millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Net
Compte des transactions courantes	10 232 448	11 470 318	-1 237 870
Biens	7 036 408	7 657 493	-621 085
Marchandises générales	6 500 357	7 554 500	-1 054 143
Autres biens	536 051	102 993	433 058
Services	1 089 447	2 544 599	-1 455 152
Transports	158 021	1 502 713	-1 344 692
dont fret	30 309	1 232 189	-1 201 880
Voyages	363 623	271 745	91 878
Services des Administrations publiques	146 084	105 537	40 547
Autres services	421 719	664 604	-242 885
Revenus	210 323	847 440	-637 117
Revenus du travail	151 096	29 352	121 744
Revenus des investissements	59 227	818 088	-758 861
dont intérêts sur dette publique	1 407	182 579	-181 172
Transferts courants	1 896 270	420 786	1 475 484
Administrations publiques	768 305	14 007	754 298
Autres transferts	1 127 965	406 779	721 186
Compte de capital et d'opérations financières	3 891 748	2 077 394	1 814 354
Transferts de capital	871 819	1 964	869 855
Administrations publiques	780 424	0	780 424
Remises de dettes	80 524	0	80 524
Autres transferts	699 900	0	699 900
Autres secteurs (privés)	91 395	1 964	89 431
Actifs non financiers non produits	17	1 605	-1 588
Investissements directs	1 174 692	194 162	980 530
De l'économie à l'étranger	15 332	71 916	-56 584
De l'étranger dans l'économie	1 159 360	122 246	1 037 114
Investissements de portefeuille	143 951	69 179	74 772
Avoirs	24 211	18 057	6 154
Engagements	119 740	51 122	68 618
Autres investissements	1 701 269	1 810 484	-109 215
Avoirs	313 643	799 795	-486 152
Administrations publiques	13 480	7 902	5 578
Autres secteurs	300 163	791 893	-491 730
Engagements	1 387 626	1 010 689	376 937
Administrations publiques	829 943	639 829	190 114
Autres secteurs	557 683	370 860	186 823
Financement exceptionnel (pour mémoire)	2 300 923	2 473 538	-172 615
Rééchelonnement	2 196 700	0	2 196 700
Annulations de dettes	102 300	0	102 300
Variations des arriérés	0	2 473 538	-2 473 538
Autres	1 923	0	1 923
Erreurs et omissions nettes	10 459	0	10 459
Solde global	14 134 655	13 547 712	586 944

Source : BCEAO

TABLEAU A2 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE (en milliards FCFA)

LIBELLES	2005	2006	2007	2008	2009
Exportation FOB	5 509,9	6 164,2	5 757,2	6 771,7	7 036,4
Importation FOB	-5 799,0	-6 148,6	-6 663,4	-8 112,9	-7 657,5
Balance commerciale	-289,0	15,6	-906,3	-1 341,2	-621,1
Balance des services	-1 343,9	-1 346,0	-1 373,1	-1 461,6	-1 455,2
Crédit	934,2	1 022,3	1 180,5	1 255,7	1 089,4
Débit	-2 278,1	-2 368,4	-2 553,6	-2 717,3	-2 544,6
dont fret	-1 034,4	-1 055,8	-1 121,7	-1 270,6	-1 201,9
Balance des revenus	-570,7	-567,4	-563,7	-594,7	-637,1
dont intérêts sur la dette extérieure	-241,5	-179,7	-171,4	-180,5	-181,2
Balance des transferts courants	661,4	765,3	1 238,3	1 432,8	1 475,5
dont privés	359,2	446,3	766,8	934,0	721,2
Envois de fonds des travailleurs (crédit)	563,7	613,3	741,0	845,3	812,1
dont publics	302,2	319,0	471,5	498,8	754,3
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-1 542,2	-1 132,6	-1 604,7	-1 964,7	-1 237,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	1 608,0	1 656,9	2 356,6	2 047,4	1 814,4
Compte de capital	596,3	4 818,5	774,4	978,5	868,3
Dont remise de dette	120,0	4 265,7	33,6	265,3	80,5
Opérations financières	1 011,7	-3 161,7	1 582,2	1 068,9	946,1
Investissements directs	379,4	410,1	698,5	666,1	980,5
Investissements de portefeuille	-3,2	-5,7	36,9	-18,6	74,8
Autres investissements	635,5	-3 566,0	846,9	421,3	-109,2
Amortissement de la dette	-500,0	-4 375,1	-378,7	-1 069,3	-639,8
Dont Financement exceptionnel	538,6	401,8	303,9	-5,8	-274,9
- variation des arriérés	502,6	398,8	300,4	-202,5	-2 473,5
- rééchelonnement	36,0	3,0	3,5	196,7	2 196,7
- autres	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	32,6	13,4	26,0	19,0	10,5
SOLDE GLOBAL	98,3	537,7	777,9	101,6	586,9
Contrepartie de la réévaluation des comptes en DTS	1,5	12,5	4,7	4,9	1,4
Variation des dépôts des émigrés (1)	18,8	34,8	74,7	-43,3	11,3
Autres ajustements d'écarts (hors bilan des banques)	-5,5	18,8	-64,6	28,2	-60,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS	113,1	603,8	792,7	91,4	539,6
RATIOS CARACTERISTIQUES					
Taux de couverture des importations de biens par les exportations (%)	95,0	100,3	86,4	83,5	91,9
Balance courante hors dons	-1 844,5	-1 478,2	-2 086,7	-2 482,9	-1 257,2
Balance courante hors dons rapporté au PIB (%)	-7,5	-5,6	-7,5	-8,0	-3,9
Balance courante rapporté au PIB (%)	-6,3	-4,3	-5,8	-6,3	-3,8
Solde global rapporté au PIB (%)	0,4	2,0	2,8	0,3	1,8
PIB	24 691,9	26 290,9	27 763,4	31 148,5	32 537,4
Réserves de change (AEB)	3 768,9	4 013,4	4 795,6	5 053,7	6 225,9
Importations de biens et services	8 067,8	8 516,9	9 217,0	10 830,2	10 202,1
Couverture des importations par les réserves (mois)	5,3	5,2	5,3	5,9	6,5

Source : BCEAO

(1) Variation en 2007 due a la distinction opérée pour la première fois par une banque malienne entre les dépôts des résidents et ceux des émigrés maliens.

Tableau A3.1 Matrice des échanges intra-communautaires en 2008 (en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		9 899,6	21 469,6	6,1	39 807,9	48 135,7	22 493,9	29 943,6	171 756,5
	Burkina	12 398,1		26 284,1	62,7	18 262,1	14 006,4	4 452,5	4 976,8	80 442,7
	Côte d'Ivoire	59 947,2	190 969,1		6 412,2	148 658,5	31 601,5	89 363,5	92 939,7	619 891,7
	Guinée-Bissau	9,0	0,0	3,4		0,0	0,0	9 966,0	3,5	9 981,9
	Mali	23 320,6	11 161,0	21 579,2	1 107,6		8 230,2	43 672,9	12 758,2	121 829,6
	Niger	17 079,0	3 383,3	4 287,7	0,0	1 913,0		1 768,9	10 466,3	38 898,2
	Sénégal	12 710,6	5 506,8	26 239,4	29 421,4	225 993,9	4 700,9		12 459,5	317 032,5
	Togo	65 287,7	43 639,3	12 726,5	79,5	22 149,4	27 226,6	9 327,0		180 436,1
	UEMOA	190 752,3	264 559,1	112 590,0	37 089,5	456 784,8	133 901,4	181 044,7	163 547,5	1 540 269,3

Tableau A3.2 : Matrice totale des flux commerciaux intra-communautaires en 2009

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 171,0	19 484,6	2 828,6	55 160,4	40 201,8	14 535,3	48 419,3	188 800,9
	Burkina	8 725,2		15 735,1	22,9	31 809,4	15 563,2	2 419,7	3 032,5	77 307,9
	Côte d'Ivoire	55 391,5	214 854,8		3 292,2	129 596,7	36 045,8	75 291,1	78 559,1	593 031,2
	Guinée-Bissau	0,2	23,6	198,7		451,6	0,0	15 451,9	0,0	16 126,0
	Mali	17 531,3	15 326,7	20 152,0	1 790,6		8 789,6	36 555,1	12 746,5	112 891,8
	Niger	17 137,1	5 903,9	1 555,3	374,7	4 145,0		990,2	7 005,7	37 112,0
	Sénégal	13 141,4	10 917,1	26 567,4	28 721,2	157 079,2	4 751,3		7 341,8	248 519,5
	Togo	97 330,0	45 601,0	14 178,7	2 270,9	19 809,1	27 006,5	5 929,6		212 125,8
	UEMOA	209 256,7	300 798,1	97 871,9	39 301,2	398 051,5	132 358,1	151 172,9	157 104,8	1 485 915,2

Tableau A3.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 582,0	2 427,0	0,0	893,2	2 587,0	3 253,9	4 825,0	18 568,1
	Burkina	5 945,0		3 980,0	0,0	1 868,7	1 098,1	3 549,8	1 801,0	18 242,6
	Côte d'Ivoire	9 695,0	4 863,3		0,0	3 532,5	405,7	5 916,3	2 140,0	26 552,7
	Guinée-Bissau	0,0	749,2	0,0		68,9	0,0	2 662,3	0,0	3 480,4
	Mali	1 421,5	1 968,2	7 073,0	113,4		282,7	5 028,8	709,1	16 596,7
	Niger	1 494,2	783,8	579,6	0,0	889,3		4 437,2	1 270,6	9 454,8
	Sénégal	2 174,9	1 709,5	2 390,9	1 208,3	5 480,2	1 812,4		725,0	15 501,1
	Togo	4 824,9	1 446,7	2 605,4	0,0	705,0	247,8	4 733,0		14 562,8
	UEMOA	25 555,5	16 102,8	19 055,9	1 321,7	13 437,8	6 433,7	29 581,3	11 470,7	122 959,3

Tableau A3.4 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 612,0	8 139,4	53,9	2 744,1	1 579,3	3 025,0	1 245,2	18 399,0
	Burkina	1 793,7		20 970,0	98,1	6 260,4	1 201,8	4 235,6	10 010,1	44 569,8
	Côte d'Ivoire	6 349,7	52 355,0		378,4	31 727,4	3 050,1	25 061,4	16 456,4	135 378,5
	Guinée-Bissau	29,5	15,0	279,4		390,9	83,0	2 229,1	408,6	3 435,4
	Mali	980,3	4 702,5	11 890,2	135,1		816,4	18 084,6	2 802,1	39 411,0
	Niger	1 325,5	1 158,7	2 676,1	315,9	1 634,1		6 227,2	1 630,0	14 967,5
	Sénégal	1 293,5	1 788,7	10 862,5	1 626,0	15 921,9	2 487,7		6 125,1	40 105,4
	Togo	846,6	1 858,0	4 335,0	39,8	2 143,2	702,1	5 896,2		15 821,0
	UEMOA	12 618,8	63 490,0	59 152,6	2 647,1	60 822,1	9 920,4	64 759,0	38 677,5	312 087,6

Tableau A3.5 : Matrice des flux relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaire en 2009

(en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		332,4	-1 334,9	0,0	0,6	15,5	518,9	2 258,6	1 791,2
	Burkina	0,0		288,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	288,8
	Côte d'Ivoire	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	-1 206,8	7 570,5	6 363,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2,5		65,5	0,0	-49,6	1 188,9	1 207,3
	Mali	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	12 722,8	280,8	13 003,6
	Niger	0,0	24,0	379,3	0,0	0,0		-50,0	3 196,8	3 550,0
	Sénégal	-3,0	0,0	1 319,4	0,0	0,0	0,0		265,6	1 582,0
	Togo	6 467,9	470,3	-434,3	0,0	0,0	-8,0	81,2		6 577,0
	UEMOA	6 464,9	826,7	220,7	0,0	66,1	7,5	12 016,5	14 761,2	34 363,6

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2009 (en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	65 679,3	27 333,6	237 245,5	570,0	8 579,2	14,0	73 447,8	43 710,6	456 580,0
Sel, soufre, terres, pierres (ciment)	94,1	2 907,8	25 283,1	21,0	4,6	0,0	56 572,3	43 532,4	128 415,3
Animaux vivants	94,2	389,5	12 991,5	0,0	646,8	91,2	2 928,8	3 907,7	21 049,7
Graisses et huiles	6,0	228,1	30 585,7	1,3	2,0	1,0	7 744,1	1 979,9	40 548,1
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	0,0	61,4	0,0	0,0	105,4	13,1	65,4	0,0	245,3
Produits en plastiques	51,5	115,4	31 431,0	0,0	170,6	0,2	16,3	2 967,2	34 752,2
Fonte, fer et acier	3 107,5	0,5	21 451,7	0,0	222,2	13,8	6 598,8	14,6	31 409,1
Préparations alimentaires (agroalimentaires)	39,4	0,0	22 118,9	0,0	171,5	0,8	1 893,7	1 340,4	25 564,7
Tabacs	0,0	0,0	7 250,7	0,0	8 663,5	0,0	3 308,0	11 112,0	30 334,2
Engrais	562,9	2 849,7	3 742,5	2,1	221,7	0,0	2 324,9	5 858,0	15 561,8
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et accessoires	921,8	198,9	6 641,0	0,0	134,2	2 251,5	426,8	975,1	11 549,3
Huiles essentielles, produits cosmétiques	12,1	51,6	4 095,1	0,0	16,9	1,5	1 094,8	275,0	5 547,0
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	1 969,6	3 782,4	2 212,6	0,2	2 538,5	658,1	1 512,9	5 464,1	18 138,4
Préparations à base de céréales, pâtisseries	0,0	128,2	13 098,9	0,0	64,3	119,8	3 256,1	162,8	16 830,1
Poissons et crustacés, autres invertébrés aquatiques	480,9	311,1	7 657,8	0,0	0,3	0,2	1 628,9	3 629,4	13 708,6
Céréales	19,8	379,6	3 364,1	3 167,3	61,4	53,0	13 250,4	126,5	20 422,1
Coton	333,7	1 468,1	503,9	0,0	1 052,5	175,9	1 991,8	1 028,7	6 554,6
Autres produits	2 588,4	6 283,8	63 020,1	112,1	3 305,7	868,3	23 664,9	24 664,5	124 507,8
Tota exportations (officielles)	75 961,2	46 489,7	492 694,1	3 874,0	25 961,3	4 262,4	201 726,7	150 748,9	1 001 718,3

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2009 (en %)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	86,5	58,8	48,2	14,7	33,0	0,3	36,4	29,0	45,6
Sel, soufre, terres, pierres (ciment)	0,1	6,3	5,1	0,5	0,0	0,0	28,0	28,9	12,8
Animaux vivants	0,1	0,8	2,6	0,0	2,5	2,1	1,5	2,6	2,1
Graisses et huiles	0,0	0,5	6,2	0,0	0,0	0,0	3,8	1,3	4,0
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	0,0	0,1	0,0	0,0	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0
Produits en plastiques	0,1	0,2	6,4	0,0	0,7	0,0	0,0	2,0	3,5
Fonte, fer et acier	4,1	0,0	4,4	0,0	0,9	0,3	3,3	0,0	3,1
Préparations alimentaires (agroalimentaires)	0,1	0,0	4,5	0,0	0,7	0,0	0,9	0,9	2,6
Tabacs	0,0	0,0	1,5	0,0	33,4	0,0	1,6	7,4	3,0
Engrais	0,7	6,1	0,8	0,1	0,9	0,0	1,2	3,9	1,6
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et accessoires	1,2	0,4	1,3	0,0	0,5	52,8	0,2	0,6	1,2
Huiles essentielles, produits cosmétiques	0,0	0,1	0,8	0,0	0,1	0,0	0,5	0,2	0,6
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	2,6	8,1	0,4	0,0	9,8	15,4	0,7	3,6	1,8
Préparations à base de céréales, pâtisseries	0,0	0,3	2,7	0,0	0,2	2,8	1,6	0,1	1,7
Poissons et crustacés, autres invertébrés aquatiques	0,6	0,7	1,6	0,0	0,0	0,0	0,8	2,4	1,4
Céréales	0,0	0,8	0,7	81,8	0,2	1,2	6,6	0,1	2,0
Coton	0,4	3,2	0,1	0,0	4,1	4,1	1,0	0,7	0,7
Autres produits	3,4	13,5	12,8	2,9	12,7	20,4	11,7	16,4	12,4
Tota exportations (officielles)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

TABLEAU A5 : EVOLUTION DU POIDS DU COMMERCE INTRA-UEMOA ENTRE 2003 ET 2009 (en %)

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
BENIN	<i>Part dans les exportations (1)</i>	35,4	53,0	59,9	47,8	28,7	29,9	33,4
	<i>Part dans les importations (2)</i>	23,7	24,8	32,5	32,2	21,8	22,5	25,5
	<i>Part dans les échanges totaux de biens (3)</i>	28,4	36,2	43,5	38,7	24,6	25,5	28,7
BURKINA	<i>Part dans les exportations</i>	20,9	29,7	32,2	18,0	35,8	25,9	31,7
	<i>Part dans les importations</i>	42,6	41,4	45,6	40,6	48,0	37,2	46,4
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	35,7	37,5	41,4	32,6	43,9	33,8	42,4
COTE D'IVOIRE	<i>Part dans les exportations</i>	11,0	10,2	11,5	11,2	13,0	13,3	11,6
	<i>Part dans les importations</i>	3,4	3,0	2,5	4,0	4,9	3,6	3,0
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	8,3	7,4	7,8	8,4	9,7	9,4	8,3
GUINEE-BISSAU	<i>Part dans les exportations</i>	6,4	5,8	4,7	24,2	26,3	17,4	28,3
	<i>Part dans les importations</i>	44,2	59,3	61,9	56,3	58,8	41,7	41,1
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	25,3	33,7	35,7	44,5	46,1	32,2	36,4
MALI	<i>Part dans les exportations</i>	8,1	7,6	5,6	8,1	10,1	13,0	12,1
	<i>Part dans les importations</i>	48,7	54,7	56,2	54,4	48,1	37,3	37,3
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	29,0	32,5	32,5	30,7	30,7	26,8	25,5
NIGER	<i>Part dans les exportations</i>	6,2	3,9	6,3	8,1	9,4	9,5	8,6
	<i>Part dans les importations</i>	45,6	39,9	42,5	30,3	25,7	22,2	15,6
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	29,1	24,6	28,6	21,3	18,8	17,1	13,2
SENEGAL	<i>Part dans les exportations</i>	24,8	24,2	26,6	29,8	37,0	32,1	27,6
	<i>Part dans les importations</i>	6,7	6,1	5,8	6,5	7,9	7,2	7,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	13,6	13,0	13,1	14,2	16,2	14,2	14,0
TOGO	<i>Part dans les exportations</i>	54,5	52,9	57,0	56,3	71,4	47,2	50,4
	<i>Part dans les importations</i>	22,0	19,1	11,7	16,3	20,2	27,9	25,4
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	36,3	33,1	28,0	31,5	40,0	35,6	35,5
UEMOA	<i>Part dans les exportations</i>	16,6	16,6	18,0	17,5	20,0	18,5	19,2
	<i>Part dans les importations</i>	18,0	17,2	17,1	17,5	17,8	15,8	17,0
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	17,2	16,9	17,5	17,5	18,8	17,1	18,0
	<i>Part ajustée dans les échanges totaux de biens (4)</i>	-	18,8	20,1	21,1	22,0	20,6	19,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

(1) : Part des exportations intra-UEMOA sur les exportations totales

(2) : Part des importations intra-UEMOA sur les importations totales

(3) : Somme des exportations et des importations intra-UEMOA rapportée au total des échanges de biens du pays

(4) : Cet ajustement est fait en excluant du total des exportations les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium) qui concernent exclusivement les échanges extra-UEMOA

ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs présentés sont établis selon les principes de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBDP), publiée par le FMI en mai 1993.

Les composantes types de la balance des paiements sont réparties en deux grandes catégories, à savoir le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

1. Compte des transactions courantes

Sont incluses dans le compte des transactions courantes, toutes les transactions portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers) entre entités résidentes et non-résidentes. Les contreparties des valeurs économiques courantes qui sont fournies ou acquises sans réciprocité y sont également inscrites. Les grandes subdivisions (postes) sont les biens, les services, les revenus des facteurs et les transferts courants.

– Les biens sont classés en 5 catégories distinctes qui présentent un intérêt analytique différent :

- . Marchandises générales ;
- . Biens importés ou exportés pour transformation ;
- . Réparation de biens ;
- . Achats de biens dans les ports par les transporteurs ;
- . Or non monétaire.

– Les services sont répartis en 11 postes :

- . Transports ;
- . Voyages ;
- . Services de communication ;
- . Services de bâtiment et travaux publics ;
- . Services d'assurance ;
- . Services financiers ;
- . Services d'informatique et d'information ;
- . Redevances et droits de licence ;
- . Autres services aux entreprises ;
- . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ;
- . Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a¹¹.

11 Non compris ailleurs

– Les revenus des facteurs sont définis comme étant la rémunération des facteurs de production. Ce poste englobe la rémunération des salariés sous toutes ses formes, ainsi que le revenu des investissements. La rubrique "revenu des investissements" enregistre les revenus que les entités résidentes retirent de la propriété d'avoirs financiers étrangers et vice-versa. Elle se subdivise en 3 catégories :

- . revenu des investissements directs ;
- . revenu des investissements de portefeuille ;
- . revenu des autres investissements.

– Les transferts courants se répartissent en deux catégories sectorielles : les administrations publiques et les autres secteurs. Ceux des administrations publiques comprennent les aides non remboursables en espèces ou en nature reçues des autres administrations publiques ou des organisations internationales. Les transferts courants privés sont essentiellement constitués des envois de fonds des travailleurs et des dons des ONG. Les transferts courants, contrairement à toutes les précédentes éditions du Manuel de la balance des paiements, sont distingués des transferts de capital inclus dans le compte de capital.

2. Compte de capital et d'opérations financières

Il a deux principales composantes :

- le compte de capital ;
- le compte d'opérations financières.

Le compte de capital regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

Les principales composantes du compte d'opérations financières sont :

- les investissements directs qui comprennent les opérations financières effectuées par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable tel la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10% des actions ou des droits de vote. Ils sont constitués des nouveaux investissements en capital (nouvelles souscriptions ou variations de capital), des bénéfices réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les réserves (moins de 10% des actions).
- les autres investissements, constitués d'une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements directs, les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, la monnaie fiduciaire et les dépôts ;

- les avoirs de réserve, constitués d'avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des autorités monétaires et qui permettent à celles-ci de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Pour les besoins de l'analyse, la balance des paiements est aussi présentée selon l'optique de la BCEAO. Dans cette présentation, il est établi un solde global résultant des transactions courantes et de capital, ainsi que des opérations financières concernant les secteurs autres que la Banque Centrale et les banques. Les investissements de portefeuille et les autres investissements de la Banque Centrale et des banques, ainsi que les avoirs de réserve sont regroupés dans les avoirs et engagements extérieurs en dessous de la ligne du solde global, dont ils constituent la contrepartie.





BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int